

SEGUY Yves  
Le Temple du soleil  
Bat B - Apt 861 F BAL 209  
181 avenue Pierre Racine  
34 280 LA GRANDE MOTTE  
Port. : 06 24 98 95 14

FONCIA  
740 avenue des Apothicaires  
34090 MONTPELLIER

La Grande Motte, le 18 septembre 2024

**Lettre :AR**

À l'attention du Syndic de copropriété / **Monsieur Alain Bonnal/Madame Jouaneau.**

Objet : Mise en demeure suite aux inondations successives dans le local commercial

Monsieur, madame

suite à la dernière inondation du dimanche 22 septembre 2024.

Je me permets de vous adresser la présente lettre en ma qualité de propriétaire du local commercial situé 36 grand-rue Jean Moulin à Montpellier, copropriété 1 rue cope cambes ; afin de vous mettre en demeure d'intervenir de manière urgente et adéquate concernant les inondations successives ayant touché mon local à plusieurs reprises au cours de cette année. En effet, malgré mes signalements précédents en date des courriers ou emails envoyés du 10/08/2024], à madame Jouaneau , ainsi qu'à vous ; aucun remède durable n'a été apporté à la situation, ce qui a entraîné d'importants dommages matériels et une interruption complète de l'activité commerciale.

Il est manifeste que ces inondations proviennent d'un défaut d'entretien ou de réparation : verrière, canalisation défectueuse, problème d'évacuation des eaux, dont la gestion relève de votre compétence en tant que syndic de copropriété. .

À ce titre, et conformément aux dispositions des articles 18 et suivants de la loi du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, ainsi qu'à l'article 1147 du Code civil, vous êtes responsable des dommages causés aux parties privatives en raison de votre manque de diligence ou d'une mauvaise gestion des parties communes.

Je vous mets donc en demeure de :

1. Prendre toutes les mesures nécessaires afin de mettre un terme aux infiltrations d'eau/inondations dans mon local, dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la présente.
2. Indemniser les dommages subis à hauteur ; d'engager une expertise pour évaluer ces derniers.

Faute de quoi, je me verrai contraint(e) de saisir les instances judiciaires compétentes afin de faire valoir mes droits et obtenir réparation pour le préjudice subi.

Dans l'attente de votre retour, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'expression de mes salutations distinguées.

SEGUY G.Y.

